

JEAN-PAUL POISSON

Introduction à une statistique sociologique des actes de prêt

Journal de la société statistique de Paris, tome 96 (1955), p. 138-139

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1955__96__138_0

© Société de statistique de Paris, 1955, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

IX VARIÉTÉ

Introduction à une statistique sociologique des actes de prêt

Nous avons déjà mentionné dans ce Journal (in « Les Sciences humaines et la Statistique notariale » numéro de juillet à septembre 1952) l'intérêt que présenterait l'étude statistique des actes notariés de prêt. Nous voudrions montrer aujourd'hui un exemple des résultats qui pourraient être obtenus dans cette voie. Il ne faudra d'ailleurs chercher dans cette note que l'indication d'une voie à suivre, et non des résultats définitifs, d'une part en raison de la relative faiblesse de l'échantillon étudié, d'autre part du fait que quelques-uns seulement des renseignements contenus dans les actes notariés de prêt ont été utilisés ici (tout ce qui concerne le domicile des contractants, leur profession, le taux d'intérêt, la durée des prêts, etc., et qui peut fournir au sociologue une ample moisson a été négligé dans cette note introductive).

Nous nous sommes bornés à rechercher si l'étude des actes notariés de prêt contribuerait à éclaircir le problème de la circulation des biens entre générations et entre sexes. Nous avons sous cet angle examiné tous les actes de prêt (à l'exception des prêts du Crédit Foncier de France qui présentent des caractères spéciaux) signés dans une étude notariale parisienne pendant les dix dernières années (plus exactement du début de 1945 à la fin de juin 1954). Le nombre de ces actes était de 84; parmi les prêteurs on comptait 5 organismes spécialisés dans les prêts et parmi les emprunteurs 8 sociétés commerciales; étant donné le caractère limité de ce travail, nous avons négligé ceux-ci; notre étude a donc porté sur 79 prêteurs et 76 emprunteurs.

Nous avons relevé 37 hommes prêteurs, 38 femmes prêteuses, 4 couples prêteurs, d'une part; 19 hommes emprunteurs, 21 femmes emprunteuses et 36 couples emprunteurs, d'autre part. La différence entre le nombre de couples prêteurs et emprunteurs provient du fait que les prêteurs exigent souvent l'engagement solidaire du conjoint (il s'agit de la femme dans la majorité des cas) du débiteur, alors qu'au contraire un déplacement du conjoint est inutile pour remettre les fonds à l'emprunteur. On remarque dès l'abord la forte proportion des femmes parmi les prêteurs (38), peu en rapport avec leur faible participation aux affaires signalée par nous dans nos travaux antérieurs. Nous avons calculé les moyennes d'âge dans les différentes rubriques que nous avons distinguées plus haut, leurs médianes et leurs écarts interquartiles.

La moyenne d'âge des femmes prêteuses est de 59 ans, alors qu'elle est de 54 ans 3 mois pour les femmes emprunteuses, et surtout que la moyenne d'âge des hommes emprunteurs n'est que de 44 ans 4 mois (la moyenne d'âge des hommes dans les couples emprunteurs est voisine de cette dernière : 44 ans 8 mois); la moyenne d'âge des hommes prêteurs est elle-même inférieure à celle des femmes prêteuses, elle est de 54 ans 9 mois. De même l'âge médian des

femmes prêteuses est de 57 ans alors qu'il est seulement de 51 ans pour les femmes emprunteuses, et surtout qu'il est de 46 ans pour les hommes emprunteurs (et de 44 ans pour les hommes des couples emprunteurs). L'âge médian des hommes prêteurs (51 ans) est lui-même inférieur à celui des femmes prêteuses.

Ces résultats semblent donc montrer qu'il existe effectivement une certaine circulation de richesses entre générations, en ce sens que les plus vieilles fournissent (en échange d'intérêts) des crédits à celles qui sont dans la force de l'âge, la vraie jeunesse se trouvant exclue de ce circuit (ce qui s'explique si l'on remarque que tous ces prêts sont faits avec une garantie hypothécaire ou autre et que les toutes jeunes générations économiques ne sont pas en général munies de biens pouvant servir de garantie); ils semblent également montrer que dans cette fourniture de crédits par les plus vieilles générations aux générations moyennes, les femmes jouent un rôle important, en tout cas disproportionné à celui qu'elles jouent dans d'autres circonstances de la vie économique; une hypothèse explicative de ce dernier point serait que les prêteuses âgées se recruteraient surtout parmi les veuves qui, d'une part se trouveraient à la tête de certaines disponibilités par suite de la liquidation de leur communauté d'avec leur mari, d'autre part n'ayant que peu d'expérience des affaires hésiteraient à se lancer dans des investissements industriels, commerciaux ou boursiers, et préféreraient le prêt hypothécaire médiocrement rémunérateur mais relativement sûr; des recherches plus poussées (faciles, puisque les actes de prêt mentionnent la situation matrimoniale des prêteuses) permettraient de vérifier la validité de cette hypothèse.

L'étude des écarts interquartiles vient à l'appui de notre point de vue : l'écart interquartile chez les femmes prêteuses (13 ans) est beaucoup plus resserré aux âges élevés (53 à 66 ans) que celui des femmes emprunteuses (21 ans, de 44 à 65 ans), et surtout que celui des hommes emprunteurs qui s'étend en pleine période productive de la vie (17 ans, de 37 à 54 ans). Celui des hommes, dans les couples emprunteurs, comparable au précédent, est de 19 ans (de 35 à 54 ans); celui des hommes prêteurs est de 28 ans (de 41 à 69 ans).

Ainsi, si nos résultats ne peuvent être admis comme définitifs et doivent plutôt être considérés comme fournissant des hypothèses à vérifier et des chemins à explorer, cette note nous montre du moins l'intérêt que présenterait dans le domaine des actes de prêt comme dans d'autres déjà signalés par nous l'étude statistique des actes notariés (1).

Jean-Paul Poisson.

(1) Il est à noter que, comme les actes de vente, les actes notariés de prêt sont accessibles pour le plus grand nombre non seulement dans les archives des notaires où leur consultation peut se heurter parfois à certaines difficultés, mais dans les archives publiques des Conservations d'hypothèques où se trouvent classés (pour les actes contenant garantie hypothécaire qui constituent la grosse majorité des actes de prêt notariés) des bordereaux contenant l'essentiel du contenu des actes.